



## Eire Eco

Juillet 2019 – N°54

© DG Trésor – Service économique de Dublin

### MACROECONOMIE

**Activité économique** - Pour la première fois depuis mai 2013, le PMI manufacturier irlandais est passé sous la barre des 50, signalant ainsi une contraction du secteur. Le PMI du mois de juin 2019 s'établit à 49,8, en baisse de 0,6 points par rapport au mois précédent. Avec ce résultat, l'Irlande s'inscrit dans un ralentissement mondial du secteur manufacturier : le PMI des Etats-Unis en juin a atteint son niveau le plus bas depuis 10 ans (50,1), celui du Royaume-Uni est aussi passé sous la barre des 50 (49,4) et celui de la zone euro diminue à nouveau, s'établissant à 47,8.

**Indice PMI - secteur manufacturier**

Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Parmi les autres raisons expliquant ce résultat, une forte diminution des nouvelles commandes ainsi que les incertitudes liées au Brexit sont mentionnées par les entreprises sondées. La confiance de ces dernières a d'ailleurs atteint son niveau le plus bas en 34 mois. Pour autant, la contraction observée au mois de juin reste qualifiée de marginale.

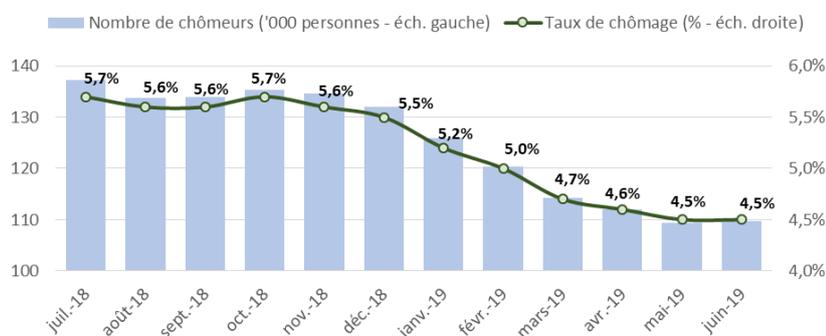
Le PMI des services enregistre une très légère diminution ce mois-ci et s'établit à 56,9, soit 0,1 points de moins que le mois précédent (57 en mai). Le secteur des services continue donc de connaître une forte expansion en Irlande, se situant bien au-dessus du chiffre observé en zone euro (53,4). L'optimisme des entreprises du secteur s'en voit conforté et se renforce à l'horizon des douze prochains mois.

**Chômage** - Après la révision des données au mois de mai, le nombre de chômeurs se stabilise au mois de juin. Ainsi, il s'établit à 4,5 % corrigé des variations saisonnières (cvs) au mois de juin 2019 (contre 4,5 % en mai). Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait à 109 700 en juin 2019, soit 300 de plus qu'en mai 2019 et 30 500 de moins qu'en juin 2018. Le taux de chômage des jeunes enregistre une légère hausse de +0,1 pp en juin 2019 par rapport au mois précédent, à 10,0%.

Selon plusieurs économistes irlandais issus du ministère des finances, de *think-tank* publics ou d'organismes indépendants, l'économie irlandaise se trouve maintenant au plein emploi.

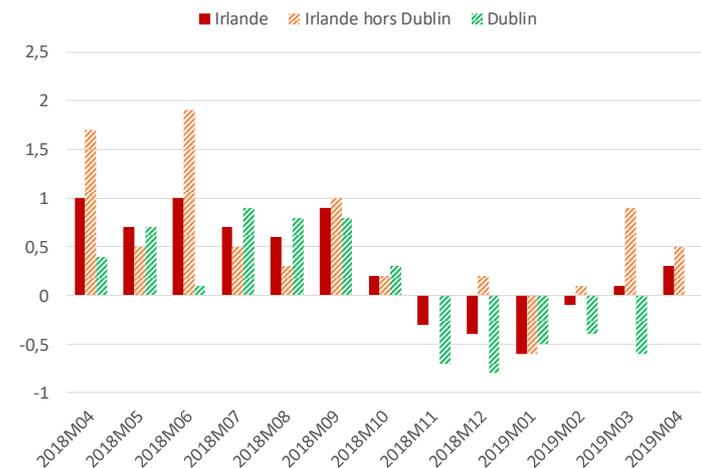
**Evolution du chômage en Irlande**

En milliers de chômeurs et en % de la population active



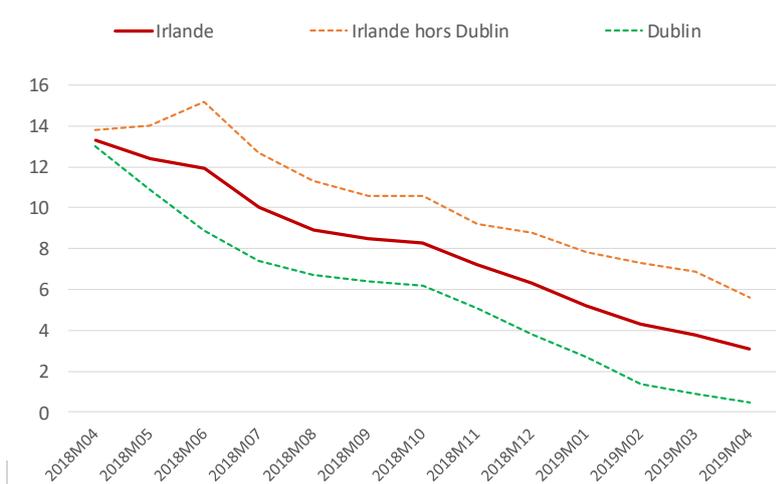
**Immobilier** – Les variations exprimées en glissement mensuel confirment un retour modéré à la hausse des prix de l'immobilier à l'échelle nationale. Les prix de l'immobilier stagnent à Dublin (+0,0 %) pour la première fois depuis novembre 2018, après cinq mois consécutifs de diminution. Les prix hors Dublin ont augmenté de +0,5 % en avril.

**Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement mensuel)**  
En pourcentage



Source: CSO

**Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement annuel)**  
En pourcentage



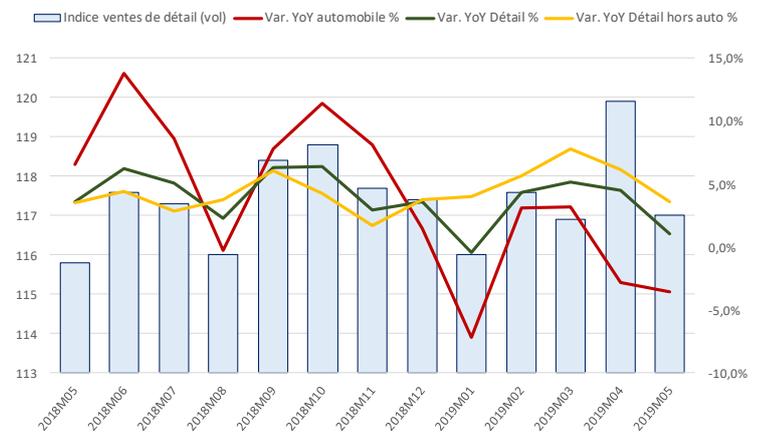
Source: CSO

Le second graphique présente les variations en glissement annuel des prix immobiliers. L'inflation continue de nettement ralentir sur l'ensemble du territoire. La hausse des prix de l'immobilier hors Dublin s'établit à +5,6 % en avril 2019 contre +6,9 % en mars 2019 et +7,3 % en février 2019 (glissement annuel). En parallèle, la croissance des prix de l'immobilier à Dublin s'établit à +0,5 % en avril 2019 contre +0,9 % le mois précédent (g.a.).

**Ventes au détail** – Les ventes au détail ont augmenté de +2,9 % sur les cinq premiers mois de 2019 (glissement annuel). Malgré une diminution en volume de -2,4 % entre avril et mai, les ventes au détail sont en hausse de +1,0 % sur un an. Les chiffres sont cependant faussés par les ventes de voiture. Un nombre croissant de ménages réalisent leurs achats de voiture au Royaume-Uni afin de profiter d'un taux de change avantageux. Les ventes au détail hors automobile ont augmenté de +3,6 % au mois de mai en glissement annuel (+5,9 % sur les quatre premiers mois de 2019). La consommation des ménages ne semble donc pour le moment pas influencée négativement par les incertitudes liées au Brexit. Enfin, les analystes du cabinet Davy Research estiment que l'augmentation substantielle des salaires réels des ménages irlandais en 2019 favorisera une hausse de leur consommation des ménages, une stabilisation de leur épargne et une diminution de leur endettement.

**Evolution des ventes de détails en Irlande**

Indice base 2015 = 100 (gauche) et variations annuelles en % (droite)



Source: CSO et calculs du SE

## FINANCES PUBLIQUES

**Exchequer** – Les recettes totales au premier semestre 2019 ont été estimées à environ -0,5 % en dessous du montant cible mensuel principalement en raison de la TVA (-148M€). Elles sont supérieures de +6,9 % (glissement annuel) à celles de 2018, principalement du fait de l'impôt sur le revenu (+7,7 %), la TVA (+4,9 %) et les droits d'accises (+18,2 %), résultats qui reflètent une croissance économique solide en Irlande.

Les recettes générées par l'impôt sur les sociétés (IS) au mois de juin ont dépassé de +7,9 % le montant cible mensuel (non cumulé) et atteignent un nouveau record de 2,4Mds€, suggérant une dynamique similaire à celle de 2018. En glissement annuel, les recettes totales du premier semestre 2019 issues de l'IS sont supérieures de +3,5 % aux recettes observées en 2018 à la même période. En isolant les résultats du mois de juin, les chiffres du ministère des Finances irlandais font état d'une augmentation de +21,3 % des recettes d'IS (glissement annuel). Le mois de juin correspond à une étape déterminante dans la collecte annuelle de l'IS. Après novembre, il s'agit du mois pour lequel les recettes d'IS sont les plus élevées.

Les dépenses du gouvernement central se sont maintenues en-deçà des plafonds inscrits dans le Budget 2019. Les dépenses courantes se sont établies à 30,5 Mds€ durant le premier semestre de 2019, soit -0,8 % en dessous des limites budgétaires et en augmentation de +4,9 % (glissement annuel). Certains analystes et économistes (Davy Research, IFAC) rappellent toutefois que de potentiels dérapages des dépenses de santé pourraient avoir lieu en fin d'année. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 2,3 Mds€, soit +17,8 % en glissement annuel.

**Summer Economic Statement 2019** - Le gouvernement irlandais a publié le 25 juin 2019 son traditionnel Summer Economic Statement (SES). Ce document publié chaque année en début d'été, fournit les premières orientations de la prochaine loi des finances, sans entrer dans le détail de la répartition des crédits ministériels. La singularité du SES 2019 est la présentation de deux scénarios budgétaires possibles en fonction de l'évolution du Brexit. La proposition de la loi des finances 2020 sera en effet présentée le 8 octobre, trois semaines avant la fin de l'extension de la période de négociations entre le Royaume-Uni de l'Union Européenne (le 31 octobre). Le ministère des finances irlandais a choisi de présenter deux scénarios distincts : un Brexit ordonné (scénario A) et un Brexit désordonné (scénario B). Dans le scénario A, le solde budgétaire resterait inchangé pour 2020 (+0,4% du PIB) en revanche, les excédents pour la période 2021-2024 sont légèrement revus à la baisse. Dans le scénario B (Brexit désordonné), le solde budgétaire serait de nouveau déficitaire en 2020 (entre -1,5 et -0,5 % du PIB) pour se contracter jusqu'en 2023 et redevenir excédentaire en 2024.

Le SES 2019 a déclenché de nombreuses réactions parmi les économistes irlandais, certains estimant le scénario B peu réaliste (trajectoire du solde budgétaire trop optimiste) et d'autres soulignant l'absence d'analyse substantielle concernant les risques posés par la possible surchauffe de l'économie irlandaise dans le scénario A.

## LE CHIFFRE DU MOIS

# 0,918

Il s'agit de l'indice d'éducation publié par le Programme de développement des Nations Unies. Cet indice compris entre 0 et 1 reflète le nombre moyen d'années d'éducation pour les adultes et d'années d'éducation espérées pour les enfants exprimée. Au sein des 28 pays de l'Union Européenne, l'Irlande se classe en 3<sup>e</sup> position avec un score de 0,918 signifiant que la moyenne des années d'éducation réalisées ou espérées est très proche du maximum d'années d'éducation possible. Le score de la France s'établit quant à lui à 0,84. L'Allemagne affiche le score le plus élevé (0,94) et le Portugal, le plus faible (0,759). Il convient toutefois de noter que la construction de cet indice repose sur des paramètres purement quantitatifs et ne prend pas en compte les différences entre les systèmes d'éducation secondaire et tertiaire au sein de l'Union Européenne. (Voir graphique plus bas)

**Dettes souveraine** - La National Treasury Management Agency (NTMA), homologue irlandais de l'Agence France Trésor, a publié le 1<sup>er</sup> juillet 2019 son rapport annuel 2018 faisant état des développements positifs concernant la dette souveraine irlandaise. Les taux d'intérêt bas ont permis de ramener le service de la dette à 5Mds€ pour 2019 et 4,5Mds€ pour 2020. En outre, le programme d'émissions pour la période 2018-2020 a été lui aussi revu à la baisse grâce au remboursement de 60Mds€ de dette. Selon la NTMA, ces évolutions vont permettre de stabiliser les besoins de financement annuel du pays et faciliter l'étalement des remboursements sur le long terme via la diversification de l'endettement en termes de maturité. Le directeur exécutif de la NTMA, Conor O'Kelly, appelle malgré tout à la vigilance en rappelant que la dette en Irlande s'élève toujours à plus de 200Mds€ et reste donc sensible à une augmentation des taux d'intérêt sur le moyen-terme. Le taux d'intérêt des obligations à 10 ans émises par le gouvernement irlandais a atteint en ce début du mois de juillet un niveau historiquement bas à 0,05 % (contre 0,29% le mois précédent).

## SECTEUR BANCAIRE

**Prêts aux PME** – Selon les données publiées par la Banque Centrale d'Irlande (CBI), l'encours des prêts aux PME a augmenté en volume de 1,1Md€ au premier trimestre 2019, soit la plus faible hausse enregistrée depuis le troisième trimestre 2017. Les différents sondages montrent que les inquiétudes des PME concernant une possible sortie sans accord du Royaume-Uni ont provoqué la mise en suspens des projets de développement économique, agissant ainsi négativement sur la demande de crédit. L'encours total des prêts fournis par les banques aux PME a diminué de -3,9 % au premier trimestre 2019 (22,1Mds€).

Cette dynamique a notamment été observée dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie, de la vente de détails et de gros, de l'hôtellerie et la restauration ainsi que de l'immobilier. Seul le secteur de la construction enregistre une dynamique contraire avec un encours total de nouveaux prêts aux PME s'élevant à 111M€, soit le montant observé le plus élevé depuis 2011 (année de création des données).

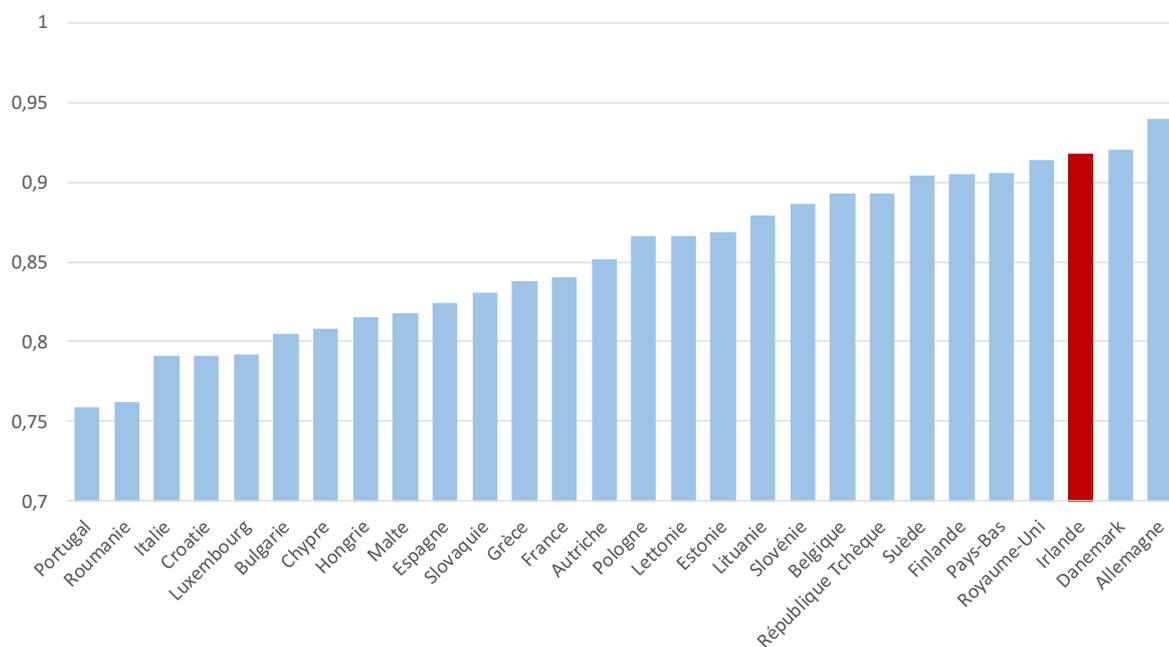
**Endettement des ménages** – Selon les données récemment publiées par la Banque Centrale d'Irlande (CBI), l'endettement des ménages irlandais a atteint son niveau le plus bas depuis 2005 au dernier trimestre 2018, s'établissant à 137,5Mds€. A l'issue d'un long processus de désendettement consécutif à la crise financière, le ratio dette des ménages/revenu disponible brut en Irlande devient le cinquième plus faible en Europe, soit 123,5% pour le dernier trimestre 2018. A titre de comparaison, le Royaume-Uni affiche un ratio de 124%.

## COMMERCE INTERNATIONAL

**Accord UE/Mercosur** – Le projet d'accord commercial conclu entre l'Union Européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) a provoqué de nombreuses réactions en Irlande, notamment de la part de représentants de la filière bovine. En effet, l'accord autorise les pays du Mercosur à exporter 99 000 tonnes de viande bovine par an sur le marché européen. Le ministre de l'agriculture irlandais, Michael Creed, a notamment décrit l'accord comme étant « très décevant pour la filière bovine irlandaise ». Le ministre a mentionné la possibilité, conjointement avec d'autres membres de l'Union Européenne, de s'opposer à sa ratification via le parlement européen. L'Irish Farmers' Association (IFA, homologue irlandais du FNSEA – Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a estimé que les pertes annuelles induites pourraient s'élever à 750M€. L'accord commercial vient s'ajouter aux inquiétudes liées au Brexit (la filière bovine irlandaise exportant 300 000 tonnes de viande par an au Royaume-Uni) ainsi qu'à un marché européen de la viande bovine dont l'offre dépasse déjà marginalement la demande. Le secteur pharmaceutique irlandais pourrait quant à lui profiter de l'accord, avec notamment une suppression des tarifs douaniers (fixés à 14 % actuellement).

\*

**Indice d'éducation pour les 28 pays de l'Union Européenne**



Source: Nations Unies

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Production</b>									
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1	312,5
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%	6,7%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2015)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	107 182	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	39,4%	
<b>Compte courant</b>									
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	12,50%	
<b>Evolution des prix</b>									
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%
<b>Population</b>									
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000
<b>Marché du travail</b>									
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,8%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	N/A	N/A	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	N/A	N/A	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 657	84 611	87 294	87 292	88 753	92 688	97 330	102 171	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-3,5%	-4,6%	3,2%	0,0%	1,7%	4,4%	5,0%	5,0%	
<b>Consommation et investissement</b>									
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%
<b>Secteur financier</b>									
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7
<b>Gouvernement</b>									
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	77,3	81,1
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-0,7	-0,3
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	-0,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,0%	-0,4%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	201,3	205,9
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	68,4%	64,0%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	267,0%	254,7%
<b>Politique énergétique</b>									
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :									
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	
<b>Energies renouvelables</b>	<b>4,7%</b>	<b>6,0%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,8%</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,3%</b>	<b>8,0%</b>	<b>9,3%</b>	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%	

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19
<b>Production</b>												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			79,67			81,26						
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			5,41%			2,59%						
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	98,2	106,4	108,9	106,9	97,7	84,5	99,1	99,3	101,2	104,9	107,3	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	108,3	111,7	108,8	116,9	113,3	108,3	109,7	113,3	114,9	114	113,2	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	94,4	99,5	110,4	110,8	99,1	82,9	102	91	94,5	101,3	105,9	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	56,3	57,5	56,3	54,9	55,4	54,5	52,6	54,0	53,9	52,5	50,4	49,8
Purchasing Managers Index - Services	57,5	58	58,7	57,2	57,1	56,3	54,2	55,9	55,3	54,7	57,0	56,9
Purchasing Managers Index - Construction	60,7	58,3	56,2	52,9	55,5	56,3	54,6	60,5	55,9	56,6	54,9	
<b>Compte courant</b>												
Importations de marchandises (en Md€)	8,2	7,8	8,5	8,1	7,6	8,7	6,7	7,0	6,9	7,1		
Exportations de marchandises (en Md€)	11,9	11,4	11,7	12,2	12,1	12,9	13,8	13,2	11,0	12,5		
Solde commercial (en Md€)	3,7	3,6	3,2	4,1	4,5	4,2	7,2	6,2	4,1	5,4		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			9,104			0,178						
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			10,7%			0,2%						
<b>Evolution des prix</b>												
Inflation CPI (% MoM)	0,4%	0,3%	-0,4%	-0,1%	-0,5%	0,0%	-0,7%	0,8%	0,8%	0,4%	-0,1%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,5%	0,3%	1,0%	0,2%	0,0%	0,2%	-0,6%	0,1%	0,9%	0,5%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,9%	0,8%	0,8%	0,3%	-0,7%	-0,8%	-0,5%	-0,4%	-0,6%	0,0%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,3%	1,0%	0,5%	0,8%	0,5%	0,2%	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	
<b>Marché du travail</b>												
Nombre de chômeurs	137200	133700	133900	135300	134700	132000	126000	120400	114200	111900	109400	109700
<i>Taux de chômage global</i>	5,7%	5,6%	5,6%	5,7%	5,6%	5,5%	5,2%	5,0%	4,7%	4,6%	4,5%	4,5%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	13,9%	13,6%	13,4%	13,2%	13,1%	13,0%	12,7%	12,0%	11,3%	10,3%	10,0%	10,1%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)			2,1%			3,2%			2,3%			
<b>Consommation et investissement</b>												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)			0,9%			0,5%						
Investissement (variation trimestrielle en %)			25,2%			10,1%						
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,2%	2,6%	6,3%	6,4%	3,0%	3,3%	-0,4%	4,3%	5,1%	4,5%	1,0%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	2,9%	3,8%	6,1%	4,2%	1,7%	3,7%	4,0%	5,7%	7,8%	6,2%	3,6%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	8,6%	-0,1%	7,7%	11,3%	8,0%	1,4%	-7,1%	3,1%	3,2%	-2,8%	-3,5%	
<b>Secteur financier</b>												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,0%	0,4%	0,6%	0,1%	0,1%	0,6%	0,3%	0,4%	1,0%	0,4%	0,7%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,1%	0,7%	0,5%	1,0%	-1,0%	-0,2%	0,9%	-0,2%	1,2%	1,1%	1,3%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,3%	0,1%	1,0%	0,9%	-1,7%	0,3%	-0,1%	-1,6%	-0,2%	-0,3%	0,1%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,2%	0,2%	1,2%	0,9%	-1,9%	0,1%	-0,1%	-1,9%	0,0%	-0,5%	0,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	0,2%	0,4%	0,8%	-0,2%	0,3%	-0,6%	-0,3%	-0,3%	-1,6%	-0,4%	2,1%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 832,00	6 773,90	6 522,40	6 147,60	5 818,70	5 479,80	5 767,70	6 115,60	6 137,04	6 138,7		
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,864%	0,867%	0,992%	0,985%	0,933%	0,906%	0,878%	0,836%	0,566%	0,524%	0,286%	0,066%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à [Dublin@dtresor.gouv.fr](mailto:Dublin@dtresor.gouv.fr)).

Auteur : Service Economique de Dublin  
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Justine FELIU  
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 05/07/2019